

Service protection de l'environnement  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 90286  
50000 Saint-Lô

Saint-Lô, le 11/08/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 05/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ATEMAX FRANCE**

72 avenue Olivier Messiaen  
72000 Le Mans

Références : DDPP50 2025 02372  
Code AIOT : 0055002749

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté 2 RTE DU BOURG 50390 NEHOU. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé en vue de modifier les conditions d'exploitation de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATEMAX FRANCE
- 2 RTE DU BOURG 50390 NEHOU
- Code AIOT : 0055002749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Stockages	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 1.3.1.	Sans objet
2	Réserves de produits	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.2.1.	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.3.1.	Sans objet
4	Esthétique	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.3.2.	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 3.1.2.	Sans objet
7	Stockage des eaux usées industrielles	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4.3.2.	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. b)	Sans objet
9	Moyen de rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. c)	Sans objet
10	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.3.3.	Sans objet
11	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.4.3.	Sans objet
12	Réception des « sous-produits d'origine animale »	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	Sans objet
14	Stockages	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Bilan globalement conforme. Il reste quelques finitions à apporter sur le site ; les justificatifs correspondants devront être adressés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 1.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> L'ancien bâtiment de transfert n'est plus exploité ; les alimentations en eau et en électricité y ont été coupées. Le nouveau hall de transfert C1/C2 est opérationnel ; il reste cependant certaines finitions à y apporter. L'exploitant devra informer le service de l'inspection des installations classées de la date prévue pour le démarrage des travaux de démolition du bâtiment abandonné. Les justificatifs de la destination des matériaux issus de cette démolition devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Les justificatifs relatifs aux derniers aménagements prévus devront être transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réserves de produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves de produits ou matières consommables
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
<b>Constats :</b> conforme (N.B. seule la présence de « l'absorbant poudre kit jaune » a été vérifiée)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Esthétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 3.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prendra toutes les précautions nécessaires pour que les nuisances dues aux odeurs soient réduites le mieux possible : <ul style="list-style-type: none"> <li>- bon entretien des installations ;</li> <li>- produits séjournant moins de 24 heures ;</li> <li>- dépôt vidé et nettoyé à chaque fin de cycle journalier de travail, sauf autorisation spéciale accordée par l'administration ;</li> <li>- maintien des portes automatiques fermées en permanence ;</li> <li>- bennes des camions étanches et fermées.</li> </ul>
<b>Constats :</b> absence d'odeurs le jour de l'inspection
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan définitif des réseaux après travaux devra être communiqué à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce plan fera figurer la zone de transit C3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Stockage des eaux usées industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux usées industrielles correspondent aux : <ul style="list-style-type: none"><li>- jus d'écoulement et eaux de lavage des halls de transfert ;</li><li>- eaux de lavage et eaux de désinfection des camions.</li></ul> Les eaux usées industrielles sont récupérées dans une cuve conçue en PVC, coulée dans un coffrage en béton et comportant à sa surface une rétention bétonnée. La cuve dispose d'une capacité de 5 m <sup>3</sup> et la rétention est dimensionnée pour recevoir 17m <sup>3</sup> . La cuve de 5 m <sup>3</sup> relève les eaux vers une cuve aérienne de 35 m <sup>3</sup> en acier inox située en extérieur et vidangée toutes les semaines. Les effluents sont dirigés vers un centre de traitement au même titre que les matières de catégorie 1. La cuve aérienne de 35 m <sup>3</sup> dispose d'une rétention dimensionnée pour recevoir 35 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Dans le cadre du projet, la cuve aérienne de 35 m <sup>3</sup> a été déplacée en façade est du nouveau bâtiment de transit afin de recueillir des jus et eaux de lavage. Cette cuve est alimentée à partir d'un poste de refoulement équipé d'une pompe et présentant un volume de 2 m <sup>3</sup> . La nouvelle rétention prévue autour de la cuve aérienne a été créée. Il reste une couche d'étanchéité à réaliser à l'intérieur de la rétention. L'armoire électrique du poste de refoulement devra être équipée d'un dispositif visuel d'alerte. Une pompe de secours devra être disponible sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions nécessaires doivent être prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie. A cet effet, l'établissement est muni de moyens de secours appropriés : - Le bâtiment est doté d'extincteurs portatifs adaptés aux classes de feu, répartis dans l'ensemble du site. Ils sont clairement signalés et placés dans des endroits facilement accessibles. Le parc d'extincteurs se compose d'extincteurs à eau pulvérisée, à poudre ABC, et au CO2. Ce matériel est entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. - Un poteau incendie situé au niveau de l'établissement, garantissant a minima un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. La conformité relative à la présence du poteau d'incendie doit être assurée au plus tard le 31 décembre 2018. L'établissement est muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Moyen de rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'incendie, les eaux d'extinction d'incendie potentiellement souillées seront collectées dans les réseaux d'eaux pluviales du site. Les eaux d'extinction d'incendie seront collectées dans un bassin de confinement étanche situé en point bas du réseau. Un by-pass sera actionné en cas d'incendie, afin de récupérer les eaux potentiellement polluées. Le volume de ce bassin est de 210 m³. Il est muni d'un dispositif d'obturation. La conformité relative à la présence du bassin de collecte des eaux d'incendie doit être assurée au plus tard le 31 décembre 2019.
<b>Constats :</b> Les nouvelles dispositions prévues pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie ont été intégrées dans le porter à connaissance. Le bassin de confinement est alimenté via deux postes de refoulement collectant respectivement les eaux pluviales des secteurs nord et sud. Chaque poste de refoulement est équipé de deux pompes fonctionnant en alternance. Les armoires électriques des postes de refoulement devront être équipés d'un dispositif visuel d'alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des

<p>sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b> conforme</p> <p>Les différents bidons de produits de nettoyage et de désinfection en cours d'utilisation ou en stock sont posés sur des rétentions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.4.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li> <li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> conforme</p> <p>N.B. Seule la présence du mode opératoire du bassin de confinement en cas d'incendie ou de déversement accidentel de produits chimiques ou de jus a été vérifiée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Réception des « sous-produits d'origine animale »

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>

<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception et les installations de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous- produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 19.
<b>Constats :</b> il reste des finitions à apporter dans le bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des " sous-produits d'origine animale " et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.
<b>Constats :</b> il reste des finitions à apporter à l'intérieur du bâtiment, notamment pour faciliter le nettoyage au dessus du mur délimitant la zone de dépôt des sous-produits animaux
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. La fréquence de nettoyage est quotidienne pour les locaux de travail (dépouille, broyage...).
<b>Constats :</b> conforme pour l'état de propreté
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite